

La Banque Scotia affiche des résultats records

Chiffres clés du premier trimestre par rapport à la même période il y a un an :

- Revenu net de 788 millions de dollars contre 688 millions de dollars, une hausse de 15 %
- Bénéfice par action (dilué) de 0,77 \$ contre 0,67 \$, une augmentation de 15 %
- Rendement des capitaux propres de 21,0 % contre 19,4 %
- Coefficient du capital de catégorie 1 de 11,2 % contre 10,9 %

Toronto, le 1^{er} mars 2005 –

La Banque Scotia a enregistré un revenu net de 788 millions de dollars au premier trimestre de 2005, ce qui représente une hausse de 100 millions de dollars ou de 15 % par rapport à la même période l'an dernier. Le bénéfice par action (dilué) s'est établi à 0,77 \$, soit une hausse de 0,10 \$ par action ou de 15 % par rapport au premier trimestre de 2004. Le rendement des capitaux propres a été très élevé à 21,0 %.

« Notre stratégie de diversification à travers les différentes plateformes et régions géographiques nous a une fois de plus permis de dégager des résultats records grâce aux contributions solides de nos trois grands secteurs d'activité », a déclaré Rick Waugh, président et chef de la direction.

« La Banque a su profiter de l'augmentation du revenu tiré des activités de négociation et de banque d'investissement de Scotia

Capitaux, de la bonne performance maintenue par notre division Opérations internationales, surtout au Mexique et dans les Antilles, et des excellents résultats affichés par de nombreuses lignes de produits du Réseau canadien.

« La bonne qualité du crédit dans tous les secteurs d'activité a également contribué aux résultats records.

« Au chapitre du capital, la situation de la Banque Scotia demeure solide avec un coefficient du capital de catégorie 1 de 11,2 %, ce qui nous donne la flexibilité de considérer une grande variété d'options pour ce qui est de la croissance future et nous permet de continuer à accroître le rendement pour les actionnaires.

« Dans l'ensemble, nous demeurons optimistes pour 2005 et nous sommes persuadés que nous pourrons réaliser nos objectifs de rendement clés. »

Résultats cumulatifs par rapport aux objectifs pour 2005 :

1. OBJECTIF : Afficher un rendement des capitaux propres (RCP) entre 17 % et 20 %. La Banque Scotia a obtenu un RCP de 21,0 % au premier trimestre.
2. OBJECTIF : Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire de 5 % à 10 % par an. La croissance d'une année sur l'autre a été de 15 %.
3. OBJECTIF : Maintenir un ratio de productivité inférieur à 58 %. La performance de la Banque a été de 55,7 %.
4. OBJECTIF : Maintenir de solides coefficients de capital. À 11,2 %, le coefficient du capital de catégorie 1 demeure parmi les plus élevés des banques canadiennes et toujours solide selon les normes internationales.

Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates

	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
<i>(non vérifié)</i>			
Résultats d'exploitation (<i>en millions de dollars</i>)			
Revenu d'intérêts net ¹⁾ (BMEF ²⁾)	1 503	1 461	1 496
Revenu total ¹⁾ (BMEF ²⁾)	2 614	2 457	2 536
Provision pour créances irrécouvrables	74	40	170
Frais autres que d'intérêts	1 457	1 461	1 406
Provision pour impôts sur le revenu ¹⁾ (BMEF ²⁾)	278	238	249
Revenu net ¹⁾	788	705	688
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	784	701	684
Rendement de l'exploitation			
Bénéfice de base par action ³⁾ (<i>en dollars</i>)	0,78	0,70	0,68
Bénéfice dilué par action ³⁾ (<i>en dollars</i>)	0,77	0,69	0,67
Rendement des capitaux propres (<i>en pourcentage</i>)	21,0	18,8	19,4
Ratio de productivité ⁴⁾ (<i>en pourcentage</i>) (BMEF ²⁾)	55,7	59,4	55,4
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen ¹⁾ (<i>en pourcentage</i>) (BMEF ²⁾)	2,00	2,06	2,11
Données du bilan (<i>en millions de dollars</i>)			
Liquidités et valeurs mobilières	89 118	75 928	81 578
Prêts et acceptations	188 617	178 854	175 680
Total de l'actif	300 547	279 212	281 451
Dépôts	206 866	195 196	191 800
Actions privilégiées ¹⁾	300	300	300
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	14 918	14 685	14 209
Biens sous administration	158 030	156 800	167 714
Biens sous gestion	22 591	21 225	20 497
Mesures du capital			
Coefficient du capital de catégorie 1 (<i>en pourcentage</i>)	11,2	11,5	10,9
Coefficient du capital total (<i>en pourcentage</i>)	13,5	13,9	13,4
Coefficient du capital-actions corporel ordinaire à l'actif pondéré en fonction du risque ⁴⁾ (<i>en pourcentage</i>)	9,5	9,7	9,2
Actif pondéré en fonction du risque (<i>en millions de dollars</i>)	155 498	150 549	153 479
Qualité du crédit			
Montant net des prêts douteux après provision spécifique ⁵⁾ (<i>en millions de dollars</i>)	762	879	1 487
Provision générale pour créances irrécouvrables (<i>en millions de dollars</i>)	1 375	1 375	1 475
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations ⁵⁾	0,40	0,49	0,85
Provision spécifique pour créances irrécouvrables en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations	0,16	0,20	0,38
Données sur les actions ordinaires			
Par action ³⁾ (<i>en dollars</i>)			
Haut	41,35	40,00	34,24
Bas	36,41	35,28	31,08
Clôture	39,50	39,60	33,75
Actions en circulation ³⁾ (<i>en millions</i>)			
Moyenne (de base)	1 006	1 008	1 011
Moyenne (diluée)	1 021	1 024	1 027
Fin de la période	998	1 009	1 011 ⁶⁾
Dividendes par action ³⁾ (<i>en dollars</i>)	0,32	0,30	0,25
Rendement des actions (<i>en pourcentage</i>)	3,3	3,2	3,1
Ratio de distribution ⁷⁾ (<i>en pourcentage</i>)	41,1	43,1	37,0
Capitalisation boursière (<i>en millions de dollars</i>)	39 425	39 937	34 126
Valeur comptable par action ordinaire ³⁾ (<i>en dollars</i>)	14,95	14,56	14,05
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	2,6	2,7	2,4
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	13,3	13,8	13,5
Autres données			
Employés	43 930	43 928	44 304
Succursales et bureaux	1 871	1 871	1 875

*Certains chiffres présentés à titre de comparaison dans ce rapport trimestriel ont été reclassés pour correspondre à la présentation de la période en cours.**1) Les montants ont été rajustés rétroactivement conformément à la prise de position comptable relative aux éléments de passif et capitaux propres (voir la note 1 à la page 19).**2) Pour le rajustement de la mesure PCGR en base de mise en équivalence fiscale (BMEF), se reporter aux notes 2) et 3) en bas de la page 12.**3) Les montants ont été rajustés rétroactivement pour tenir compte du dividende en actions versé le 28 avril 2004 et équivalant à une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. Le dividende en actions a eu le même effet qu'un fractionnement à raison de deux actions pour une.**4) Représente l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et la part des actionnaires sans contrôle dans le capital-actions ordinaire des filiales actives moins l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels, en pourcentage des actifs à risques pondérés.**5) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision spécifique pour créances irrécouvrables.**6) Inclut 1,4 million d'actions détenues par la filiale de courtage de la Banque.**7) Représente le dividende sur actions ordinaires pour la période en pourcentage du revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires pour la période.*

Stratégies de réussite

Même si nous pensons devoir relever de nombreux défis en 2005 – c'est-à-dire réaliser des gains malgré les effets négatifs de la conversion des devises, de la compression des marges et de la croissance ralentie du crédit – nous sommes persuadés d'atteindre nos objectifs pour 2005 de même que notre objectif à plus long terme, qui consiste à être le chef de file des sociétés canadiennes de services financiers à l'échelle internationale. Nous comptons sur trois solides plates-formes de croissance, la très grande force de notre capital et une formidable équipe ayant pour mission d'aider les clients à améliorer leur situation financière.

Bâtir notre clientèle

Dans l'ensemble du Groupe Banque Scotia, nous allons bâtir notre clientèle en entretenant des relations plus étroites et plus rentables avec nos clients actuels et en attirant de nouveaux clients. Une de nos grandes priorités consistera à conserver la position de leader que nous occupons dans bon nombre de nos principaux marchés au chapitre de la satisfaction de la clientèle.

Au Canada, nous axerons nos efforts sur les clients à potentiel élevé et favoriserons les mises en contact pertinentes avec nos partenaires du Groupe Banque Scotia. Nous entendons tirer avantage de notre réseau de succursales, des canaux indirects et d'un nouveau programme de marketing dynamique pour grossir notre clientèle. À l'échelle internationale, nous offrirons encore une vaste gamme de produits et services, tels que les prêts hypothécaires et prêts automobiles au Mexique et l'assurance et la gestion de patrimoine dans les Antilles. Par l'entremise de Scotia Capitaux, nous allons raffermir nos relations avec la clientèle de base grâce à l'intensification des ventes parallèles de produits et services.

Miser sur nos principales forces

Dans tous les secteurs du Groupe Banque Scotia, nous allons miser sur nos principales forces et nos domaines de spécialisation afin d'accroître notre efficacité. Nous adapterons nos recettes gagnantes mises au point au Canada à la démographie et aux marchés locaux et les planterons à l'échelle internationale – comme nous le faisons avec le programme Vente et service dans les Antilles et les Services partagés en Amérique latine. Ce modèle nous permettra de focaliser plus efficacement nos ressources et de consacrer beaucoup plus de temps à la vente et au service à la clientèle en succursale.

Par ailleurs, nous veillons à maximaliser le potentiel de Scotia Capitaux au Canada et aux États-Unis de même que celles de Scotiabank Inverlat au Mexique dans le but d'offrir à nos clients une plate-forme nord-américaine d'activités bancaires de gros véritablement intégrée.

Optimaliser notre utilisation du capital

Enfin, nous entendons optimaliser l'utilisation de notre très important capital de base, c'est-à-dire de le répartir de façon à soutenir notre croissance interne et à faire des acquisitions.

Nous cherchons constamment à renforcer nos secteurs d'activité à l'échelle mondiale au moyen d'acquisitions disciplinées, particulièrement au Mexique, dans les Antilles, en Amérique centrale et en Asie. Nous évaluerons également diverses occasions d'affaires au sein du Réseau canadien et de Scotia Capitaux.

Tout en menant ces stratégies, nous continuerons à mettre l'accent sur les gens, soit nos employés, les collectivités dans lesquelles nous faisons affaire, nos actionnaires et nos clients. Nous nous sommes engagés à devenir un chef de file en matière de responsabilité sociale des entreprises, ce qui englobe notamment la façon dont nous agissons avec nos partenaires pour assumer nos responsabilités sociales, économiques, environnementales et déontologiques.

Nous sommes convaincus que nous avons les stratégies et les personnes voulues pour perpétuer notre longue tradition de croissance. Nous espérons obtenir de nouveau en 2005 des résultats records qui profiteront à tous nos principaux partenaires.

Rick Waugh
Président et chef de la direction

Réseau canadien

- La Banque Scotia a remporté deux prix Echo, décernés par l'organisme américain Direct Marketing Association, devançant ainsi toutes les entreprises canadiennes. Ces prix prestigieux, qui récompensent les meilleures campagnes de marketing direct axées sur les résultats, rassemblent le plus grand nombre de concurrents dans le monde.
- La Banque Scotia a lancé le programme *Crédit intégré Scotia®* à haute quotité pour prêts hypothécaires assurés. Grâce à cette amélioration substantielle de notre programme, qui occupe une place dominante sur le marché, les clients peuvent emprunter jusqu'à 90 % de la valeur de leur résidence tout en profitant d'un crédit renouvelable.
- La Banque Scotia a amélioré notablement son site Web public et les interfaces de ses services financiers en direct. Par exemple, la structure de navigation, l'affichage et le contenu ont été revus afin de rendre l'expérience de l'utilisateur plus agréable. En outre, les clients des Services financiers Scotia en direct peuvent désormais recevoir, consulter et payer plus de 200 types de factures sur Internet grâce à un nouveau service de Poste électronique.

Opérations internationales

- La Banque Scotia a conclu avec succès une émission publique d'actions en vue d'acquérir Banco de Comercio (Banco) au Salvador, transaction qui demeure subordonnée à l'approbation des organismes de réglementation. Après l'intégration de Banco à ses activités actuelles, la Banque Scotia deviendra l'actionnaire majoritaire de la quatrième banque en importance au Salvador, laquelle compte 67 succursales, un actif de près de 1,6 milliard de dollars américains, un effectif de 2 000 employés et une part de marché consolidée de plus de 17 %.
- Dans les Antilles et en Amérique centrale, nous continuons à investir dans notre réseau de distribution. Nous avons lancé nos services bancaires par Internet dans huit pays de cette région. Par ailleurs, les services bancaires par téléphone ont traité, au premier trimestre, 400 000 appels de clients dans la région des Antilles et de l'Amérique centrale, le nombre de clients actifs s'étant accru de 11 % d'une année sur l'autre.
- En Asie-Pacifique, la Banque Scotia a obtenu, de la part des organismes de réglementation de l'Inde, le statut de Foreign Institutional Investor (investisseur institutionnel étranger), ce qui lui permet d'investir dans des valeurs mobilières indiennes libellées en monnaie nationale. De plus, notre bureau de représentation à Shanghai a commencé ses activités en novembre. Avec un bureau dans le centre financier de la Chine, la Banque Scotia est bien placée pour tirer parti de la croissance économique de ce pays et explorer des occasions d'affaires qui profiteront à ses succursales locales.

Scotia Capitaux

- Scotia Capitaux a agi à titre de cosyndicataire principal dans le cadre de négociations qui ont permis de mobiliser 2,25 milliards de dollars US pour Rogers Cable Inc. et Rogers Wireless Inc., dans les marchés des titres d'emprunt canadiens et américains, aux fins de l'acquisition d'actions de Microcell Telecommunications Inc. et de AT&T Wireless Services Inc. De plus, Scotia Capitaux a aidé les deux sociétés à couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque lié aux devises et a agi en qualité de conseiller financier exclusif auprès de Rogers Communications Inc. lorsqu'elle a acquis, pour 840 millions de dollars, les intérêts minoritaires détenus par le public restants de Rogers Wireless Inc.
- Scotia Capitaux a agi en qualité de conseiller financier exclusif auprès de West Fraser Timber Co. Ltd. dans le cadre de son acquisition de Weldwood of Canada Limited pour 1,2 milliard de dollars. Nous avons également agi à titre de syndicataire co-chef de file et de chef de file teneur de livre dans le cadre de l'offre de reçus de souscription de 275 millions de dollars et de l'offre de débentures de 150 millions de dollars ainsi qu'à titre de co-chef de file pour le montage de facilités de crédit de 1,35 milliard de dollars liées à la transaction.
- Dans le cadre de la première transaction de placement en dollars canadiens dans des biens étrangers réalisée au Canada, Scotia Capitaux a agi comme chef de file pour deux émissions de titres d'emprunt pour Bear Stearns & Co. Inc., totalisant 600 millions de dollars. En outre, nous avons été choisis comme fournisseur exclusif de swaps sur devises, assurant une couverture des émissions de titres d'emprunt.

Employés et ressources humaines

- Dans le cadre du sondage annuel mené par le magazine *Report on Business* du *Globe and Mail*, le Groupe Banque Scotia a été désigné l'un des 50 employeurs de choix au Canada. C'est la première fois que la Banque Scotia est reconnue comme employeur de choix dans le cadre de ce sondage externe, qui est considéré comme un baromètre à cet égard. Scotiabank Jamaica a, quant à elle, été désignée l'un des 20 employeurs de choix en Jamaïque dans le cadre d'un sondage mené par la University of the West Indies et la Jamaica Employers Federation. De plus, Scotiabank Inverlat a encore une fois été reconnue comme l'un des 50 meilleurs employeurs au Mexique.

Engagement dans la collectivité

- La Banque Scotia a fait un don de 125 000 \$ sur deux ans à l'école de danse Pia Bouman School for Ballet and Creative Movement, située dans le quartier de Parkdale à Toronto. L'école accueille tous les enfants et jeunes adultes qui souhaitent apprendre la danse et leur permet de le faire en leur offrant un financement partiel ou complet par l'intermédiaire d'un programme de bourses. L'école emménagera prochainement dans de nouveaux locaux au sein du même quartier afin d'être en mesure de répondre à la demande croissante. Grâce au soutien de la Banque Scotia, l'école pourra continuer à offrir une excellente formation en danse aux jeunes tout en contribuant au développement de leur estime de soi.

Résultats financiers et situation financière du Groupe

La Banque Scotia affiche de très solides résultats au premier trimestre avec une hausse de 15 % du revenu net par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, et ce, malgré l'effet négatif persistant de la conversion des devises. Tous les secteurs d'activité de la Banque ont connu de bons résultats.

De nouvelles prises de position comptables au Canada portant sur les entités à détenteurs de droits variables (EDDV) et la distinction entre les instruments de capitaux propres et les instruments de passif sont venues modifier la présentation des résultats pour la période écoulée et la période précédente. Bien que certains revenus et certaines catégories du bilan aient été reclassés, le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires et le bénéfice par action n'ont pas été touchés par ces modifications. Pour de plus amples renseignements, reportez-vous à la note 1 des Notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés (page 19).

Revenu total

Ce trimestre, le revenu total (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est élevé à 2 614 millions de dollars, soit une hausse de 78 millions de dollars ou de 3 % par rapport au même trimestre l'an dernier, et une hausse de 157 millions de dollars ou de 6 % par rapport au trimestre précédent. Si l'on exclut l'effet de la conversion des devises, le revenu aurait augmenté de 6 % par rapport à l'an dernier. En plus des solides revenus de négociation enregistrés, les commissions de placement, le courtage de détail et les services de dépôt et de paiement ont connu une croissance notable d'une année sur l'autre.

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est établi à 1 503 millions de dollars, soit une légère hausse par rapport à 1 496 millions de dollars au même trimestre de l'an dernier et une augmentation de 3 % par rapport au trimestre précédent.

Le revenu d'intérêts net en dollars canadiens a baissé respectivement de 12 millions et de 7 millions de dollars par rapport à l'an dernier et au trimestre précédent. La baisse d'une année sur l'autre est essentiellement imputable aux variations de la juste valeur des instruments dérivés non négociés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture. Cependant, cette baisse a été plus que contrebalancée par un montant positif correspondant du revenu d'intérêts net en devises. Par ailleurs, l'effet bénéfique de la forte croissance des prêts aux particuliers au Canada a été atténué en partie par un resserrement de la marge.

Pour sa part, le revenu d'intérêts net en devises a crû respectivement de 19 millions et de 49 millions de dollars par rapport au même trimestre l'an dernier et au trimestre précédent, malgré l'effet négatif de la conversion des devises. D'une année sur l'autre, parallèlement aux gains sur la juste valeur enregistrés à l'égard des instruments dérivés non négociés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture, la bonne croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises dans les Antilles et au Mexique a permis de générer un gain plus important au titre des intérêts. Toutefois, ce gain a été en partie amoindri par l'effet négatif de la conversion des devises et les revenus d'intérêts moins importants des opérations de crédit de la Banque aux États-Unis.

La marge nette sur intérêts s'est établie à 2,00 % au premier trimestre, alors qu'elle s'établissait respectivement à 2,11 % et à 2,06 % au même trimestre l'an dernier et au trimestre précédent.

Autres revenus

Les autres revenus se sont élevés à 1 111 millions de dollars ce trimestre, soit une augmentation de 71 millions de dollars ou de 7 % par rapport à la même période l'an dernier et une augmentation substantielle de 115 millions de dollars ou de 12 % par rapport au trimestre précédent.

D'une année sur l'autre, les revenus ont augmenté dans plusieurs secteurs, grâce au rendement record affiché au titre des opérations de négociation. Par ailleurs, d'excellents résultats liés aux produits dérivés, aux opérations de change, aux métaux précieux et aux opérations de courtage sur titres ont été enregistrés. Ont également contribué à cette augmentation le solide rendement des revenus de souscription, la hausse des commissions de courtage de détail, compte tenu de la vitalité accrue du marché des actions au cours du trimestre, et l'accroissement de la demande au titre des services de dépôt et de paiement. Cette croissance a été en partie contrebalancée par une diminution des revenus de titrisation et des commissions de crédit. Les autres revenus du trimestre ont également été touchés par les pertes découlant de la participation de la Banque dans une entreprise précédemment acquise au moyen d'un prêt de restructuration qui, aux termes des nouvelles règles comptables, est maintenant consolidé. Auparavant, cette participation était comptabilisée comme un prêt douteux.

La croissance des autres revenus d'un trimestre sur l'autre est imputable aux augmentations enregistrées dans les catégories susmentionnées.

Provision pour créances irrécouvrables

La qualité du crédit est demeurée bonne. La provision totale pour créances irrécouvrables s'est établie à 74 millions de dollars pour le trimestre, ce qui représente une réduction de 96 millions de dollars par rapport à l'an dernier, mais une augmentation de 34 millions de dollars par rapport au dernier trimestre. En ce qui concerne le montant du trimestre précédent, il faut tenir compte d'une réduction de 50 millions de dollars de la provision générale. Pour une analyse détaillée du risque de crédit, reportez-vous à la page 6.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Les frais autres que d'intérêts ont totalisé 1 457 millions de dollars au premier trimestre, en hausse de 51 millions de dollars ou de 4 % par rapport à la même période l'an passé, mais inchangés par rapport au trimestre précédent. Compte non tenu de l'effet de la conversion des devises, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 6 %.

La croissance des frais d'une année sur l'autre est principalement attribuable à l'augmentation des frais de rémunération, laquelle a été plus importante au chapitre de la rémunération liée au rendement en raison de revenus accrus tirés des services de négociation et de banque d'investissement durant le trimestre. Les salaires ont été bien contenus, ceux-ci ayant connu une baisse d'une année sur l'autre, laquelle est attribuable à la réduction du nombre d'employés et à l'effet de la conversion des devises. La rémunération à base d'actions a aussi diminué par rapport à l'année dernière, en raison surtout de fluctuations plus faibles du cours de l'action de la Banque durant le trimestre.

La croissance des frais d'une année sur l'autre est également attribuable à des honoraires professionnels plus élevés et à la progression moindre des autres catégories de frais.

Comparativement au trimestre précédent, la plus forte augmentation des frais a été celle de la rémunération liée au rendement, laquelle correspond aux revenus plus élevés. La plupart des autres catégories de frais ont diminué d'un trimestre sur l'autre.

Le ratio de productivité de la Banque – mesure de l'efficacité avec laquelle les frais sont engagés pour produire des revenus – s'est établi à 55,7 %, c'est-à-dire qu'il est demeuré relativement inchangé par rapport au même trimestre l'an dernier, mais a progressé par rapport à 59,4 % au trimestre précédent.

Impôts et taxes

Le taux d'imposition réel de 20,1 % pour le premier trimestre est demeuré à peu près le même par rapport à 20,3 % à la même période l'an dernier, mais était en hausse par rapport à 18,6 % au trimestre précédent.

Part des actionnaires sans contrôle

La déduction au titre de la part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales a été de 17 millions de dollars au premier trimestre, soit une baisse de 6 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant l'an dernier, mais une hausse de 4 millions de dollars comparativement au trimestre précédent. Ce recul par rapport au premier trimestre de l'an dernier est attribuable à la réduction de la participation minoritaire dans Inverlat, ainsi qu'aux revenus sous-jacents moins élevés dans les filiales.

Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé dans les pages 54 à 63 du Rapport annuel 2004.

Risque lié au crédit

La provision totale pour créances irrécouvrables s'est établie à 74 millions de dollars ce trimestre, une grande amélioration comparativement à 170 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent. Cette baisse d'une année sur l'autre est dans une large mesure attribuable à la qualité de crédit soutenue des portefeuilles de Scotia Capitaux. Le montant de toutes les provisions est plus élevé qu'au dernier trimestre, ce qui est entièrement imputable au fait que la provision générale pour créances irrécouvrables a été réduite de 50 millions de dollars. Les provisions spécifiques ont diminué de 16 millions de dollars par rapport à la même période il y a un an.

La qualité de crédit des portefeuilles est demeurée relativement stable pour les prêts aux particuliers au Canada, les créances irrécouvrables et les coefficients des comptes en souffrance ayant été peu élevés. En ce qui concerne les prêts commerciaux au Canada, la provision pour créances irrécouvrables a diminué par rapport au même trimestre l'an passé et au dernier trimestre.

Les créances irrécouvrables des opérations internationales pour ce trimestre sont comparables à celles du même trimestre de l'exercice précédent, mais beaucoup moins importantes qu'au dernier trimestre. Cette baisse d'un trimestre sur l'autre est en bonne partie attribuable au fait que des provisions exceptionnelles avaient été constituées dans la région des Antilles au trimestre précédent en raison des ouragans.

À Scotia Capitaux, il y a eu une reprise sur provision pour créances irrécouvrables de 9 millions de dollars, soit une nette

amélioration par rapport aux 71 millions de dollars de pertes sur prêts inscrites au même trimestre l'an passé. Mais ce résultat est inférieur à la reprise sur provision de 25 millions de dollars effectuée au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la faiblesse de ces reprises au Canada. L'amélioration d'une année sur l'autre est attribuable à la réduction des nouvelles provisions et aux reprises sur provisions constituées, tous les portefeuilles de Scotia Capitaux ayant continué de bénéficier des meilleures conditions sur le marché du crédit.

Le montant net des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique pour créances irrécouvrables, s'est inscrit à 762 millions de dollars au 31 janvier 2005, ce qui représente une importante amélioration de 725 millions de dollars par rapport au même trimestre il y a un an et 117 millions de dollars de moins qu'au trimestre précédent. Si l'on déduit les provisions, spécifique et générale, pour créances irrécouvrables, le montant net des prêts douteux s'est établi à moins 613 millions de dollars au 31 janvier 2005, ce qui est bien en deçà des montants inscrits pour la même période l'an passé et au dernier trimestre. Une nouvelle norme comptable de l'Institut Canadien des Comptables Agréés a notamment permis de faire régresser de 39 millions de dollars le montant net des prêts douteux ce trimestre. Cette nouvelle norme a eu pour effet de consolider un ancien prêt douteux et de l'affecter au poste « Autres éléments d'actif » du bilan consolidé de la Banque.

Dans l'ensemble, si les tendances récentes à l'amélioration de la qualité de crédit se maintiennent, les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables seront moins élevées que l'an passé et une réduction de la provision générale pour créances irrécouvrables est à prévoir en 2005.

Risque de marché

La valeur à risque (VAR) est une des principales mesures des risques liés aux activités de la Banque sur les marchés. La VAR moyenne pour une période de un jour a été ramenée ce premier trimestre à 8,4 millions de dollars, comparativement à 10,3 millions de dollars au même trimestre l'an passé. Cependant, la VAR sur un jour est en hausse par rapport à 6,7 millions de dollars pour le trimestre précédent, ce qui découle surtout du risque de change. Au total, la VAR ne s'est pas éloignée du profil de risque habituel de la Banque.

Facteur de risque (en millions de dollars)	Moyenne pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Taux d'intérêt	4,8 \$	5,8 \$	8,8 \$
Actions	4,1	3,8	5,4
Change	5,4	1,9	1,4
Produits de base	0,6	0,7	1,0
Diversification	(6,5)	(5,5)	(6,3)
VAR à l'échelle de la Banque	8,4	6,7	10,3

Une seule journée, par opposition à trois journées au cours du trimestre précédent, s'est soldée par une perte ce trimestre et cette perte n'a pas dépassé la VAR pour la période de un jour.

Quant au risque de taux d'intérêt lié au portefeuille de placement de la Banque, l'écart cumulatif sur un an correspondait à 4,4 milliards de dollars d'éléments d'actif sensibles aux taux d'intérêt au 31 janvier 2005, comparativement à un écart de 3,1 milliards de dollars au 31 octobre 2004. Compte tenu des positions de la Banque, une hausse immédiate et soutenue de

100 points de base des taux d'intérêt, pour toutes les monnaies et toutes les échéances, aurait pour effet d'augmenter le revenu net après impôts d'environ 67 millions de dollars au cours des 12 prochains mois (de 65 millions de dollars au 31 octobre 2004).

Risque de liquidité

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides pour soutenir ses activités. Elle peut vendre ou nantir ces actifs en vue d'honorer ses engagements. Au 31 janvier 2005, les actifs liquides s'élevaient à 76 milliards de dollars (69 milliards de dollars au 31 octobre 2004), soit 25 % du total de l'actif, ce qui représente peu de changement par rapport au trimestre précédent. Ces actifs se composaient de titres à hauteur de 74 % (75 % au 31 octobre 2004), ainsi que d'espèces et de dépôts auprès de banques à hauteur de 26 % (25 % au 31 octobre 2004).

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque nantit des titres et d'autres actifs afin de garantir une obligation, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement, ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Elle peut également vendre des titres en vertu de conventions de rachat. Au 31 janvier 2005, l'actif total donné en nantissement ou vendu dans le cadre de conventions de rachat s'établissait à 41 milliards de dollars (33 milliards de dollars au 31 octobre 2004).

La augmentation par rapport au même trimestre l'an passé est attribuable principalement au niveau élevé de titres vendus en vertu de conventions de rachat.

Opérations entre apparentés

Les politiques et procédures de la Banque ayant trait aux opérations entre apparentés sont demeurées les mêmes que celles décrites aux pages 67 et 108 du Rapport annuel 2004. Toutes les opérations entre apparentés ont continué d'être assujetties aux conditions du marché.

Bilan

Au 31 janvier 2005, le total de l'actif de la Banque s'élevait à 301 milliards de dollars, en hausse de 21 milliards de dollars ou de 8 % par rapport au 31 octobre 2004, et en hausse de 19 milliards de dollars ou de 7 %, par rapport à il y a un an.

Les modifications des normes comptables canadiennes à l'égard des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 8 milliards de dollars, ce trimestre, par suite de la consolidation de trois programmes canalisateurs de fonds multicédants de papier commercial. Compte non tenu des effets de ces modifications comptables et des répercussions de la conversion des devises de 3 milliards de dollars, la croissance sous-jacente de l'actif a été de 10 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2004. Le crédit de détail a enregistré une croissance de ses activités, notamment dans les prêts hypothécaires à l'habitation, qui ont affiché une hausse de 1 milliard de dollars ainsi que dans les autres prêts personnels et les cartes de crédit, qui se sont également accrûs de 1 milliard de dollars. En outre, les titres de placement ont augmenté de 5 milliards de dollars, en grande partie dans Scotia Capitaux et Scotiabank Inverlat.

Au 31 janvier 2005, le surplus de la valeur marchande par rapport à la valeur comptable du portefeuille de valeurs détenues par la Banque aux fins de placement s'établissait à 1 174 millions de dollars, ce qui constitue une hausse de 126 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, laquelle hausse est principalement attribuable à une augmentation de la valeur des actions. Le surplus comprenait également un gain de 241 millions de dollars lié à l'investissement de la Banque dans la Shinsei

Bank du Japon. En février 2005, la Banque a vendu une partie de son investissement dans le cadre d'un reclassement de titres et elle a réalisé un gain avant impôts d'environ 110 millions de dollars, qui sera inscrit au deuxième trimestre.

La croissance de l'actif depuis le 31 janvier 2004 a largement découlé des gains significatifs de 12 milliards de dollars enregistrés dans le crédit de détail, de la hausse des valeurs détenues aux fins de négociation et de l'effet des modifications des normes comptables mentionnées précédemment.

Le passif total de la Banque s'établissait à 285 milliards de dollars, comparé à 264 milliards de dollars au 31 octobre 2004.

Les modifications apportées aux normes comptables à l'égard des entités à détenteurs de droits variables ont également entraîné un reclassement de titres fiduciaires de la Banque Scotia d'une valeur de 1,5 milliard de dollars dans les dépôts, à la suite de la déconsolidation d'un des instruments innovateurs du capital de catégorie 1 de la Banque. Compte non tenu des effets de ces modifications comptables et de la conversion des devises de 2 milliards de dollars, les dépôts ont enregistré une hausse de 8 milliards de dollars. Cette croissance a été principalement enregistrée dans les dépôts des entreprises et des administrations publiques et les dépôts de banques destinés à financer la croissance de l'actif. Étaient compris dans les autres engagements, la somme de 8 milliards de dollars liée à l'engagement de financement des canalisateurs de fonds multicédants de papier commercial.

Capital

La situation du capital de la Banque est demeurée très ferme. Au 31 janvier 2005, le capital de catégorie 1 s'établissait à 11,2 % par rapport à 10,9 % au premier trimestre de l'exercice précédent et à 11,5 % au dernier trimestre. D'un trimestre sur l'autre, l'effet positif de la forte croissance des bénéfices non répartis a été plus que contrebalancé par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction du risque et par l'effet du rachat d'actions ordinaires dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Le coefficient du capital-actions corporel ordinaire à l'actif (qui représente le capital-actions ordinaire moins les actifs incorporels en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque) est demeuré le plus élevé des principales banques canadiennes. Au 31 janvier 2005, ce coefficient s'établissait à 9,5 % par rapport à 9,2 % au premier trimestre de l'exercice précédent et à 9,7 % par rapport au dernier trimestre.

Les nouvelles prises de position comptables à l'égard des entités à détenteurs de droits variables et de la distinction entre instruments de capitaux propres et instruments de passif n'ont pas eu de répercussions sur le coefficient de capital de la Banque, étant donné que les instruments innovateurs du capital de catégorie 1 demeurent admissibles à titre de capital de catégorie 1 aux fins de la déclaration du capital réglementaire. De même, les actifs consolidés dans le cadre des nouvelles prises de position comptables à l'égard des entités à détenteurs de droits variables n'ont pas eu d'incidence sur les ratios réglementaires, compte tenu que ces actifs sont actuellement exclus de l'actif pondéré en fonction du risque.

Instruments financiers

Les instruments financiers sont indispensables aux activités de la Banque, de sorte que le bilan de la Banque se compose pour l'essentiel d'instruments financiers. La Banque utilise plusieurs mesures pour présenter le niveau de risque associé à son portefeuille d'instruments financiers. Des observations sur quelquesunes de ces mesures de risque figurent dans la section précédente, Gestion du risque.

La méthode de calcul de la juste valeur des instruments financiers est demeurée inchangée depuis le 31 octobre 2004. Il n'y a pas eu de variations importantes de la juste valeur des instruments financiers qui aient été causées par des facteurs autres que les conditions normales de l'économie, du secteur et du marché.

Le total des montants notionnels de dérivés au 31 janvier 2005 s'établissait à 991 milliards de dollars comparativement à 977 milliards de dollars au 31 octobre 2004. De même, le pourcentage de dérivés détenus à des fins de négociation et de dérivés détenus à des fins autres que la négociation est demeuré généralement inchangé.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque a des arrangements hors bilan contractuels qu'elle n'est pas tenue de consolider dans son bilan. Ces arrangements appartiennent à trois grandes catégories : les entités à détenteurs de droits variables (EDDV), les opérations de titrisation et les garanties et engagements de prêts. La Banque n'a aucune obligation contractuelle importante qui se situerait à l'extérieur du cours normal de ses activités.

En raison de nouvelles règles comptables canadiennes prenant effet le 1^{er} novembre 2004, certaines EDDV ont été consolidées tandis que d'autres ont été déconsolidées. L'effet net de ce changement a fait en sorte que des éléments d'actif additionnels ont été consolidés, ayant trait principalement à des fonds multicédants de papier commercial adossé à des crédits mobiliers. Ce changement n'a eu aucune incidence sur le revenu net ni sur le bénéfice par action. La Banque continue à suivre l'évolution des règles comptables et à évaluer les options de restructuration, ce qui pourrait entraîner une modification du traitement comptable au cours des trimestres futurs.

Les EDDV qui ont été déconsolidées ce trimestre étaient liées aux instruments innovateurs du capital de catégorie 1 de la Banque. Ce changement n'a eu non plus aucun effet sur le revenu net ou sur le bénéfice par action.

Il n'y a eu aucune nouvelle EDDV importante durant le trimestre.

La Banque a titrisé une somme additionnelle de 588 millions de dollars en prêts hypothécaires à l'habitation durant le trimestre en cours à titre de moyen rentable de financer la forte croissance du volume des prêts hypothécaires. Au 31 janvier 2005, des prêts hypothécaires d'une valeur de 7 679 millions de dollars étaient titrisés.

Les garanties et engagements de prêts ont diminué de 13 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent. Cela résulte principalement d'une réduction de 11 milliards de dollars de contrats d'achat d'actifs liquides reliés à des fonds multicédants de papier commercial adossé à des crédits mobiliers. Alors que ces fonds étaient consolidés au début de ce trimestre, les contrats de liquidités ont été éliminés lors de la consolidation. Les commissions tirées de ces garanties et engagements de prêts, inscrites dans les autres revenus, ont été de 59 millions de dollars pour le trimestre arrêté au 31 janvier 2005, comparativement à 64 millions de dollars pour la même période il y a un an.

Dividende par action ordinaire

Le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 32 cents par action ordinaire aux actionnaires inscrits au 5 avril 2005. La date de paiement de ce dividende en espèces est le 27 avril 2005.

Perspectives

Nous estimons que la croissance mondiale devrait ralentir en 2005 car les coûts élevés de l'énergie, les fortes fluctuations des cours de change et les récentes augmentations des taux d'intérêt américains limitent l'activité économique. Avec l'inflation sous contrôle dans la plupart des régions, les taux d'intérêt devraient demeurer peu élevés selon des normes historiques. Au Canada, l'adaptation à une monnaie plus forte maintiendra la croissance à un niveau inférieur aux tendances aux États-Unis et au Mexique, bien que la zone ALENA devrait surpasser l'Europe et le Japon. L'Asie demeurera le leader mondial de la croissance, entraînée en cela par la Chine et l'Inde.

La Banque a commencé l'année avec des résultats élevés, bien qu'il soit peu probable que la croissance de 15 % du bénéfice d'une année sur l'autre puisse être maintenue. Néanmoins, la croissance économique persistante dans les principales régions où la Banque Scotia est présente ainsi que la diversification et la force de nos activités de base laissent présager une autre année durant laquelle la Banque devrait atteindre ses principaux objectifs de performance.

Données par secteur d'activité

Réseau canadien

		Pour le trimestre terminé le		
		31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
(non vérifié) (en millions de dollars)				
<i>(base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>				
Revenu du secteur d'activité				
Revenu d'intérêts net		890 \$	861 \$	864 \$
Provision pour créances irrécouvrables		76	74	92
Autres revenus		447	416	417
Frais autres que d'intérêts		784	845	764
Provision pour impôts sur le revenu		147	109	135
Revenu net		330 \$	249 \$	290 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées		1	1	1
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires²⁾		329 \$	248 \$	289 \$
Autres données				
Rendement des capitaux propres ³⁾		34,1 %	26,3 %	32,4 %
Actif moyen (en milliards de dollars)		120 \$	117 \$	107 \$

1) Voir la note 2) en bas de la page 12.

2) Voir la note 4) en bas de la page 12.

3) Voir la note 5) en bas de la page 12.

Le Réseau canadien, qui englobe Gestion de patrimoine, a déclaré un solide revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires de 329 millions de dollars ce trimestre, ce qui représente 42 % du revenu net total de la Banque. Les résultats du Réseau canadien ont augmenté de 40 millions de dollars ou de 14 % comparativement à la même période l'an dernier, et de 81 millions de dollars ou de 33 % d'un trimestre sur l'autre. À 34,1 %, le Réseau canadien affiche un très bon rendement des capitaux propres.

Le revenu d'intérêts net a enregistré une hausse de 26 millions de dollars ou de 3 % par rapport au même trimestre l'an dernier, alors que la plupart des produits connaissaient une forte croissance, notamment le crédit hypothécaire à l'habitation, le crédit renouvelable, les dépôts sur comptes d'épargne et comptes-chèques et les comptes courants. Cependant, cette croissance a été en partie annulée par un rétrécissement de la marge sur intérêt. D'un trimestre sur l'autre, le revenu d'intérêts net affiche une augmentation de 3 %, et ce, principalement en raison d'un accroissement des actifs des particuliers.

Au premier trimestre, les autres revenus se sont établis à 447 millions de dollars, soit une hausse de 30 millions de dollars ou de 7 % comparativement à la même période l'an dernier. Toutes les divisions ont connu une croissance, notamment Gestion de patrimoine avec une augmentation des revenus de 9 %. De plus, les volumes ont permis d'enregistrer une augmentation des frais de service sur les opérations et des revenus générés par les cartes. Les autres revenus ont crû de 7 % par rapport au dernier trimestre en raison de la hausse de 14 millions de dollars ou de 18 % des revenus de courtage résultant d'un accroissement important des volumes d'opérations générés par la clientèle. Finalement, les commissions ont connu une hausse de 10 millions de dollars imputable à la vente de nouvelles émissions par les courtiers.

Par rapport au même trimestre l'an dernier, les frais autres que d'intérêts affichent une augmentation de 3 % attribuable à la croissance de la rémunération liée au rendement, de la rémunération courante et des frais relatifs aux affaires contentieuses. Cette croissance a été atténuée par une réduction de l'effectif. Cependant, les frais ont décliné de 7 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement d'une réduction de la rémunération liée au rendement et à base d'actions. Il faut également prendre en compte la réduction des coûts d'acquisition des prêts hypothécaires concomitante au ralentissement périodique dans le secteur du crédit hypothécaire, et ce, comparativement au volume de ventes élevé du crédit hypothécaire enregistré au trimestre précédent. On note également une baisse dans la publicité, les indemnités de départ et plusieurs autres catégories de frais.

Avec une provision pour créances irrécouvrables de 76 millions de dollars ce trimestre, la qualité du crédit s'est maintenue à un excellent niveau. La baisse de 16 millions de dollars par rapport à l'an dernier est attribuable principalement à des provisions moins élevées à l'égard du portefeuille des prêts commerciaux.

Scotia Capitaux

		Pour le trimestre terminé le		
		31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
(non vérifié) (en millions de dollars)				
(base de mise en équivalence fiscale) ¹⁾				
Revenu du secteur d'activité				
Revenu d'intérêts net	216 \$	229 \$	238 \$	
Provision pour créances irrécouvrables	(9)	(25)	71	
Autres revenus	337	258	332	
Frais autres que d'intérêts	261	202	241	
Provision pour impôts sur le revenu	53	72	67	
Revenu net	248 \$	238 \$	191 \$	
Dividendes versés sur les actions privilégiées	1	1	1	
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires²⁾	247 \$	237 \$	190 \$	
Autres données				
Rendement des capitaux propres ³⁾	30,5 %	25,3 %	17,4 %	
Actif moyen (en milliards de dollars)	108 \$	103 \$	112 \$	

1) Voir la note 2) en bas de la page 12.

2) Voir la note 4) en bas de la page 12.

3) Voir la note 5) en bas de la page 12.

Scotia Capitaux a déclaré un revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires de 247 millions de dollars au premier trimestre, soit une forte augmentation de 57 millions de dollars, ou 30 %, par rapport à l'exercice précédent et de 10 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent. De même, le rendement des capitaux propres, à 30,5 % pour le trimestre, a été beaucoup plus élevé que le résultat de 17,4 % de l'exercice précédent et que le rendement de 25,3 % du trimestre précédent.

La augmentation du bénéfice par rapport à l'exercice précédent a reflété autant les revenus élevés tirés des activités de négociation et de souscription qu'une forte réduction des créances irrécouvrables dans tous les portefeuilles de prêts aux grandes entreprises. Toutefois, ces bons résultats ont été atténués par une perte provenant de la participation de la Banque dans une entreprise, précédemment acquise au moyen d'une restructuration de prêt qui, aux termes des nouvelles règles comptables, est maintenant consolidée. Auparavant, cette participation était comptabilisée en tant que prêt douteux. L'amélioration de la situation par rapport au trimestre précédent résulte aussi principalement de revenus plus élevés tirés des activités de négociation et de souscription, contrebalancés par la perte décrite précédemment.

La demande des clients pour des prêts a continué à être faible, particulièrement aux États-Unis et en Europe. Par conséquent, le volume de prêts de Scotia Capitaux pour les portefeuilles de prêts aux grandes entreprises accuse une baisse de 3 % d'un trimestre sur l'autre et de 16 % d'une année sur l'autre. Une partie de ces reculs est attribuable à l'appréciation constante du dollar canadien.

Tel que mentionné précédemment, les résultats records tirés des activités de négociation, qui comprenaient une forte performance des dérivés, des opérations de change, des métaux précieux et des activités de négociation de titres, combinés à des commissions de souscription plus élevées, ont contribué à une croissance des revenus de 14 % par rapport au trimestre précédent. Les revenus ont diminué de 3 % par rapport à l'exercice précédent car les avancées de ces secteurs d'activité ont été contrebalancées par une diminution des revenus d'intérêts et des commissions sur prêts aux États-Unis et en Europe. Les revenus tirés des activités de crédit au Canada ont quelque peu augmenté d'un trimestre sur l'autre et d'une année sur l'autre.

La provision pour créances irrécouvrables a consisté en un recouvrement net de 9 millions de dollars ce trimestre, comparativement à des pertes nettes de 71 millions de dollars l'an dernier et en un recouvrement de 25 millions de dollars au trimestre précédent. Tous les portefeuilles de prêts aux grandes entreprises ont affiché des créances irrécouvrables beaucoup moins élevées que pour l'exercice précédent.

Le total des charges a augmenté de 8 % par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la rémunération en fonction du rendement plus élevé, correspondant aux excellents résultats des activités de négociation. L'augmentation de 29 % par rapport au trimestre précédent résulte aussi de la rémunération en fonction du rendement plus élevé, et elle a été partiellement contrebalancée par des indemnités de départ et des honoraires professionnels moins élevés.

Opérations internationales

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) ¹⁾			
Revenu du secteur d'activité			
Revenu d'intérêts net	462 \$	444 \$	437 \$
Provision pour créances irrécouvrables	7	43	7
Autres revenus	180	189	174
Frais autres que d'intérêts	388	400	390
Provision pour impôts sur le revenu	23	17	36
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	17	13	23
Revenu net	207 \$	160 \$	155 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	1	1	1
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires²⁾	206 \$	159 \$	154 \$
Autres données			
Rendement des capitaux propres ³⁾	24,2 %	18,4 %	19,4 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	48 \$	49 \$	48 \$

1) Voir la note 2) en bas de la page 12.

2) Voir la note 4) en bas de la page 12.

3) Voir la note 5) en bas de la page 12.

Le revenu net de la division Opérations internationales revenant aux porteurs d'actions ordinaires a atteint 206 millions de dollars au premier trimestre de 2005, soit une augmentation de 52 millions de dollars, ou de 34 %, par rapport au même trimestre de 2004 et de 47 millions de dollars, ou de 30 %, par rapport au trimestre précédent. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 24,2 %. Cette solide performance a été obtenue malgré l'effet négatif marqué de la conversion des devises, le dollar canadien s'étant apprécié vis-à-vis de la plupart des devises dans lesquelles la division Opérations internationales traite ses affaires. Sans l'incidence de la conversion des devises, le revenu sous-jacent net a été en hausse de 69 millions de dollars, ou de 45 %, par rapport à il y a un an.

L'accroissement du revenu net d'une année sur l'autre a été le résultat d'une forte croissance dans toutes les régions géographiques, surtout dans les Antilles et au Mexique. Les pertes sur prêts ont été minimales malgré la croissance des prêts en monnaie locale.

Les volumes d'actifs sont restés stables par rapport à la même période l'an dernier, mais ont été en hausse de 6 % d'une année sur l'autre, sans l'incidence de la conversion des devises. Les prêts aux particuliers ont connu une forte croissance de 15 %. Le secteur hypothécaire s'est révélé particulièrement performant, avec une progression de plus de 20 % tant au Mexique qu'au Chili, et de 12 % dans les Antilles. De plus, les dépôts des particuliers dans les Antilles et au Mexique ont eu un taux de croissance à deux chiffres, toujours sans l'incidence de la conversion des devises.

Le revenu total s'est établi à 642 millions de dollars ce trimestre, soit une augmentation de 31 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent. Sans l'incidence de la conversion des devises, les revenus ont été en hausse de 77 millions de dollars, ou de 13 %.

Le revenu d'intérêts net s'est chiffré à 462 millions de dollars ce trimestre, soit une hausse d'une année sur l'autre de 25 millions de dollars, ou de 6 %; sans l'incidence de la conversion des devises, l'augmentation a été de 59 millions de dollars, ou de 14 %. Ce bon résultat s'explique par la croissance des prêts aux particuliers et des dépôts des particuliers dans les Antilles, en Amérique centrale, au Chili et pour Scotiabank Inverlat. La hausse de la juste valeur d'instruments dérivés non négociés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture a également été un facteur positif.

Les autres revenus ont crû de 6 millions de dollars, ou de 4 %, d'une année sur l'autre; sans l'incidence de la conversion des devises, la hausse a été de 10 %. Les gains ont majoritairement été générés dans les Antilles et en Amérique centrale, la meilleure progression ayant été enregistrée en Jamaïque. Les activités qui ont le plus rapporté sont les assurances, les opérations de change et les cartes.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 388 millions de dollars au premier trimestre, en légère baisse par rapport au premier trimestre de 2004. Sans l'incidence de la conversion des devises, ces frais ont été en hausse de 5 %. C'est dans les Antilles que les dépenses ont le plus augmenté, conséquence de l'acquisition des succursales de Baninter en République Dominicaine et de la croissance normale des salaires des employés. Nous avons par ailleurs continué d'investir dans l'expansion de nos réseaux de succursales et de nos canaux parallèles de distribution, de même que dans le développement des activités commerciales dans la plupart des pays.

La division Opérations internationales a su maintenir une bonne qualité de crédit. À 7 millions de dollars pour le premier trimestre, la provision pour créances irrécouvrables, très peu élevée, est du même ordre qu'au premier trimestre de l'an dernier mais nettement inférieure à celle du trimestre précédent, des provisions ayant dû être constituées dans les Antilles à la suite des ouragans.

Autres¹⁾

		Pour le trimestre terminé le		
		31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
(non vérifié) (en millions de dollars)				
(base de mise en équivalence fiscale) ²⁾				
Revenu du secteur d'activité				
Revenu d'intérêts net ³⁾		(141)\$	(146)\$	(111)\$
Provision pour créances irrécouvrables		—	(52)	—
Autres revenus		147	133	117
Frais autres que d'intérêts		24	14	11
Provision pour impôts sur le revenu ³⁾		(21)	(33)	(57)
Revenu net		3 \$	58 \$	52 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées		1	1	1
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires⁴⁾		2 \$	57 \$	51 \$

Autres données

Actif moyen (en milliards de dollars)	22 \$	13 \$	16 \$
---------------------------------------	--------------	-------	-------

Le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires s'est établi à 2 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à 51 millions de dollars au même trimestre de 2004 et à 57 millions de dollars au trimestre dernier.

La majoration du revenu exonéré d'impôts a été éliminée du revenu d'intérêts net et affectée aux unités d'exploitation, qui déclarent leurs revenus sur une base d'équivalence fiscale. La réduction qui en a résulté a été de 76 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à 68 millions de dollars l'an dernier et à 73 millions de dollars au trimestre précédent.

Les revenus dégagés au premier trimestre ont représenté 6 millions de dollars. Ajustés pour tenir compte de l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôts, ils atteignent

82 millions de dollars, soit une légère amélioration d'une année sur l'autre. D'un trimestre sur l'autre, les revenus se sont accrus de 22 millions de dollars, principalement en raison de gains importants sur les ventes de titres dans la Trésorerie de groupe.

Comme ce fut le cas l'an dernier, aucune provision pour créances irrécouvrables n'a été constituée ce trimestre. La provision générale pour créances irrécouvrables a pu être réduite de 50 millions de dollars le trimestre dernier.

La provision pour impôts sur le revenu tient également compte de l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôts, la variation de cette provision d'une année sur l'autre étant surtout attribuable à l'effet positif d'un ajustement anticipé de l'impôt sur le revenu en 2004.

Total

		Pour le trimestre terminé le		
		31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
(non vérifié) (en millions de dollars)				
Revenu du secteur d'activité				
Revenu d'intérêts net		1 427 \$	1 388 \$	1 428 \$
Provision pour créances irrécouvrables		74	40	170
Autres revenus		1 111	996	1 040
Frais autres que d'intérêts		1 457	1 461	1 406
Provision pour impôts sur le revenu		202	165	181
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales		17	13	23
Revenu net		788 \$	705 \$	688 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées		4	4	4
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires⁴⁾		784 \$	701 \$	684 \$

Autres données

Rendement des capitaux propres ⁵⁾	21,0 %	18,8 %	19,4 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	298 \$	282 \$	283 \$

1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les rajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la provision pour impôts sur le revenu, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

2) La Banque, comme certaines autres banques, analyse le revenu, la marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen et le ratio de productivité selon une BMEF. Cette méthodologie permet de majorer le revenu exempt d'impôt gagné à l'égard de certains titres selon une base de mise en équivalence fiscale avant impôts. Dans la présentation des résultats des secteurs d'activité, l'opération symétrique est imputée au poste de la provision pour impôts sur le revenu.

La direction estime que cette méthode d'évaluation permet d'effectuer une comparaison uniforme des revenus d'intérêts nets de sources imposables et non imposables et permet une évaluation plus cohérente. Les données obtenues par le recours à une BMEF diffèrent de celles qu'on obtiendrait avec les PCGR et peuvent être différentes de celles présentées par d'autres sociétés.

3) Inclut l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net ainsi que les provisions pour impôts sur le revenu des trimestres terminés le 31 janvier 2005 (76 \$), le 31 octobre 2004 (73 \$) et le 31 janvier 2004 (68 \$) pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des revenus.

4) À compter de 2005, la rentabilité par secteur n'est plus établie à partir du revenu net mais à partir du revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires. Les données des périodes antérieures ont été rajustées.

5) Aux fins de gestion et de communication interne de l'information, la Banque affecte des actifs à ses secteurs d'activité selon une méthodologie qui prend en compte le crédit, le marché et le risque opérationnel propre à chacun de ses secteurs. Le rendement des capitaux propres est calculé selon l'actif économique affecté au secteur. L'actif économique n'est pas un terme défini conformément aux PCGR et, de ce fait, le rendement des capitaux propres ainsi obtenu pour chaque secteur peut ne pas être comparable à ceux des autres institutions financières.

Données par secteur géographique

(non vérifié)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires (en millions de dollars)			
Canada	528 \$	391 \$	455 \$
États-Unis	61	90	71
Autres pays	246	184	172
Rajustements du siège social	(51)	36	(14)
	784 \$	701 \$	684 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)			
Canada	207 \$	189 \$	185 \$
États-Unis	23	19	25
Autres pays	65	72	70
Rajustements du siège social	3	2	3
	298 \$	282 \$	283 \$

Chiffres clés pour les trimestres

	Pour le trimestre terminé le							
	31 janv. 2005	31 oct. 2004	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 janv. 2004	31 oct. 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003
Revenu total ¹⁾ (BMEF ²⁾) (en millions de dollars)	2 614 \$	2 457 \$	2 532 \$	2 770 \$	2 536 \$	2 551 \$	2 597 \$	2 514 \$
Revenu net ¹⁾ (en millions de dollars)	788	705	731	784	688	654	620	576
Bénéfice de base par action ³⁾ (en dollars)	0,78	0,70	0,72	0,77	0,68	0,64	0,61	0,57
Bénéfice dilué par action ³⁾ (en dollars)	0,77	0,69	0,71	0,75	0,67	0,63	0,60	0,56

1) Les montants ont été rajustés rétroactivement conformément à la nouvelle prise de position comptable relative aux éléments de passif et capitaux propres (voir la note 1 à la page 19).

2) Pour le rajustement de la mesure PCGR en base de mise en équivalence fiscale (BMEF), se reporter aux notes 2) et 3) en bas de la page 12.

3) Les montants ont été rajustés rétroactivement pour tenir compte du dividende en actions versé le 28 avril 2004 et équivalant à une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. Le dividende en actions a eu le même effet qu'un fractionnement à raison de deux actions pour une.

Information sur les actions

(en milliers d'actions)	Au	
	31 janvier 2005	
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de placement hypothécaire Scotia		250¹⁾
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia		500¹⁾
Titres fiduciaires Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia		750²⁾
Titres fiduciaires Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia		750²⁾
Actions privilégiées Série 12		12 000³⁾
Actions ordinaires en circulation		998 089⁴⁾
Options non levées octroyées aux termes du Régime d'options d'achat d'actions ordinaires		42 257^{4,5)}

1) Figurant au poste « Passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres » dans le bilan consolidé.

2) Pour le traitement comptable et la présentation de ces instruments, voir la note 1 à la page 19.

3) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

4) Au 18 février 2005, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options s'élevaient respectivement à 998 164 et à 42 181. Le nombre des autres titres de ce tableau demeure inchangé.

5) Comportant 15 877 options d'achat d'actions assorties de droits à la plus-value des actions (composante DPV). Au cours du trimestre, 1 977 options d'achat d'actions avec composante DPV ont été octroyées à un prix de levée de 39,00 \$.

On trouvera plus de détails, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 13 et 14 des états financiers consolidés du 31 octobre 2004 publiés dans le Rapport annuel 2004, et à la note 4 figurant à la page 21 du présent rapport.

Conventions comptables et estimations

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Il est recommandé de se reporter à la note 1 des états financiers consolidés annuels de 2004 pour obtenir de plus amples renseignements sur les principes comptables utilisés pour la préparation de ces états financiers.

Aucun changement n'a été apporté aux conventions comptables utilisées par la Banque pour ce trimestre à l'exception de celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires. Certains chiffres correspondants ont été retraités par suite de ces changements.

Les principales hypothèses et les bases sur lesquelles reposent les estimations faites par la direction conformément aux PCGR de même que leur incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes y afférentes demeurent essentiellement les mêmes que celles décrites dans le rapport annuel de l'exercice 2004.

Déclarations prospectives Le présent document renferme des déclarations prospectives qui sont formulées aux termes des règles d'exonération de responsabilité de la loi américaine de 1995 intitulée *Private Securities Litigation Reform Act*. Ces déclarations comprennent des observations concernant nos objectifs, nos stratégies, nos résultats financiers prévisionnels, nos prévisions concernant nos secteurs d'activité et l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier, de même que notre gestion du risque. On reconnaît habituellement les déclarations prospectives à l'emploi de termes ou d'expressions comme « croire », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « pourrait augmenter » et « pourrait fluctuer » ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels risquent de différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités; l'incidence des changements apportés à la politique monétaire; les modifications apportées aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun; l'aptitude de la Banque àachever ses acquisitions et à intégrer les établissements acquis; l'aptitude de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus des habitudes de dépense et d'épargne du consommateur; les développements technologiques; le regroupement du secteur canadien des services financiers; les changements apportés aux lois fiscales; la concurrence; les procédures judiciaires et réglementaires; les cas de force majeure comme les tremblements de terre; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les actes terroristes et la guerre contre le terrorisme; de même que l'aptitude de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. La Banque consacre une bonne partie de ses activités à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Un événement imprévu qui touche ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que le rendement réel de la Banque soit, dans une mesure importante, différent de celui envisagé par les déclarations prospectives.

La Banque tient à souligner que la liste de facteurs importants énoncée ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsque les investisseurs et les autres personnes se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses valeurs mobilières, ils devraient se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être faites de temps à autre par elle ou en son nom.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle, sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à l'adresse www.sec.gov.

État consolidé des revenus

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004¹⁾	31 janvier 2004¹⁾
(non vérifié) (en millions de dollars)			
Revenu d'intérêts			
Prêts	2 399 \$	2 291 \$	2 300 \$
Valeurs mobilières	699	647	684
Dépôts à d'autres banques	136	120	98
	3 234	3 058	3 082
Frais d'intérêts			
Dépôts	1 330	1 258	1 235
Passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres (notes 1 et 7)	46	68	78
Autres	431	344	341
	1 807	1 670	1 654
Revenu d'intérêts net	1 427	1 388	1 428
Provision pour créances irrécouvrables (note 6)	74	40	170
Revenu d'intérêts net après provision pour créances irrécouvrables	1 353	1 348	1 258
Autres revenus			
Revenus de cartes	62	59	61
Services de dépôt et de paiement	168	161	155
Fonds communs de placement	44	44	41
Services de placement, de courtage et de fiducie	142	113	125
Commissions de crédit	136	143	146
Revenus de négociation	210	118	152
Services de banque d'investissement	180	144	161
Gains nets sur valeurs détenues aux fins de placement	62	54	70
Revenus de titrisation	19	26	28
Autres	88	134	101
	1 111	996	1 040
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 464	2 344	2 298
Frais autres que d'intérêts			
Salaires et avantages sociaux	870	829	841
Frais de locaux et de technologie	273	293	281
Communications	60	67	59
Publicité et prospection	43	59	47
Honoraires	42	48	29
Taxe d'affaires et taxe sur le capital	37	32	37
Autres	132	133	112
	1 457	1 461	1 406
Revenu avant les éléments ci-dessous	1 007	883	892
Provision pour impôts sur le revenu	202	165	181
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	17	13	23
Revenu net	788 \$	705 \$	688 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	4	4	4
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	784 \$	701 \$	684 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation ²⁾ (en millions) :			
De base	1 006	1 008	1 011
Dilué	1 021	1 024	1 027
Revenu net par action ordinaire²⁾⁽³⁾ (en dollars) :			
De base	0,78 \$	0,70 \$	0,68 \$
Dilué	0,77 \$	0,69 \$	0,67 \$
Dividende par action ordinaire²⁾ (en dollars)	0,32 \$	0,30 \$	0,25 \$

1) Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été rajustés rétroactivement conformément aux nouvelles exigences comptables de l'ICCA relatives à la distinction entre les capitaux propres et les éléments de passif (voir la note 1 à la page 19).

2) Les montants ont été rajustés rétroactivement pour tenir compte du dividende en actions versé le 28 avril 2004 et équivalant à une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. Le dividende en actions a eu le même effet qu'un fractionnement à raison de deux actions pour une.

3) Le revenu par action est exprimé en dollars et il est fondé sur le nombre d'actions en circulation.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

		Au		
		31 janvier 2005	31 octobre 2004 ¹⁾	31 janvier 2004 ¹⁾
(non vérifié) (en millions de dollars)				
Actif				
Liquidités				
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt		1 961 \$	1 921 \$	1 361 \$
Dépôts à d'autres banques portant intérêt		15 817	12 932	15 363
Métaux précieux		2 207	2 302	2 127
		19 985	17 155	18 851
Valeurs mobilières				
Placement		22 477	15 717	18 288
Négociation		46 656	43 056	44 439
		69 133	58 773	62 727
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation		70 070	69 018	62 583
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit		33 855	30 182	27 046
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		61 281	57 384	63 155
Valeurs mobilières acquises en vertu d'ententes de revente		19 769	17 880	19 266
		184 975	174 464	172 050
Provision pour créances irrécouvrables (note 6)		2 641	2 696	3 257
		182 334	171 768	168 793
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		6 283	7 086	6 887
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation		12 493	14 198	15 547
Terrains, bâtiments et matériel		1 937	1 872	1 863
Écarts d'acquisition		270	261	280
Autres actifs incorporels		233	240	276
Autres éléments d'actif		7 879	7 859	6 227
		29 095	31 516	31 080
		300 547 \$	279 212 \$	281 451 \$
Passif et avoir des actionnaires				
Dépôts				
Particuliers		81 059 \$	79 020 \$	78 328 \$
Entreprises et administrations publiques		101 466	94 125	89 463
Banques		24 341	22 051	24 009
		206 866	195 196	191 800
Autres				
Acceptations		6 283	7 086	6 887
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues en vertu d'ententes de rachat		24 846	19 428	24 144
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues à découvert		7 453	7 585	9 911
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation		11 993	14 054	15 160
Autres engagements		24 226	15 733	13 810
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales		287	280	316
		75 088	64 166	70 228
Passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres (notes 1 et 7)		3 375	4 865	4 914
Avoir des actionnaires				
Capital-actions				
Actions privilégiées		300	300	300
Actions ordinaires et surplus d'apport		3 234	3 229	3 115
Bénéfices non répartis		13 236	13 239	12 144
Écart de conversion cumulatif		(1 552)	(1 783)	(1 050)
		15 218	14 985	14 509
		300 547 \$	279 212 \$	281 451 \$

1) Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été rajustés rétroactivement conformément aux nouvelles exigences comptables de l'ICCA relatives à la distinction entre les capitaux propres et les éléments de passif (voir la note 1 à la page 19).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

	Pour le trimestre terminé le	
	31 janvier 2005	31 janvier 2004 ¹⁾
(non vérifié) (en millions de dollars)		
Actions privilégiées	300 \$	300 \$
Actions ordinaires et surplus d'apport		
Actions ordinaires :		
Solde au début de la période	3 228	3 140
Émissions	45	26
Rachats aux fins d'annulation	(40)	(4)
Solde à la fin de la période	3 233	3 162
Surplus d'apport : Juste valeur des options d'achat d'options	1	1
Actions ordinaires achetées aux fins de négociation	-	(48)
Total	3 234	3 115
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	13 239	11 747
Revenu net	788	688
Dividendes : Actions privilégiées	(4)	(4)
Actions ordinaires	(322)	(253)
Achat d'actions	(465)	(34)
Solde à la fin de la période	13 236	12 144
Écart de conversion cumulatif		
Solde au début de la période	(1 783)	(1 074)
Gains/(pertes) de change non réalisé(e)s, montant net ²⁾	231	24
Solde à la fin de la période	(1 552)	(1 050)
Total de l'avoir des actionnaires à la fin de la période	15 218 \$	14 509 \$

1) Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été rajustés rétroactivement conformément aux nouvelles exigences comptables de l'ICCA relatives à la distinction entre les capitaux propres et les éléments de passif (voir la note 1 à la page 19).

2) Comprend le montant net des gains/(pertes) de change non réalisé(e)s sur les investissements nets dans des établissements étrangers autonomes de 381 \$ (162 \$ au 31 janvier 2004) et les gains/(pertes) découlant des activités de couverture de change de (150) \$ ((138) \$ au 31 janvier 2004).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé condensé des flux de trésorerie

Pour le trimestre terminé le

Provenance et (utilisation) des flux de trésorerie (non vérifié) (en millions de dollars)	31 janvier 2005	31 janvier 2004 ¹⁾
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Revenu net	788 \$	688 \$
Ajustements au revenu net en vue de déterminer les flux de trésorerie	10	123
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	18	(41)
Valeurs détenues aux fins de négociation	(3 158)	(1 465)
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation, montant net	(340)	161
Autres, montant net	1 028	(94)
	(1 654)	(628)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Dépôts	8 120	(2 281)
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	4 917	(4 573)
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	(151)	692
Rachat/remboursement – passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres	–	(260)
Capital-actions émis	40	26
Capital-actions remboursé/racheté aux fins d'annulation ou de négociation, montant net	(505)	(86)
Dividendes versés en espèces	(326)	(257)
Autres, montant net	205	(296)
	12 300	(7 035)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	(2 460)	2 190
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(7 568)	2 442
Titrisations de prêts	589	967
Valeurs détenues aux fins de placement, montant net	(1 144)	2 281
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(58)	(24)
	(10 641)	7 856
Incidence des fluctuations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	35	17
Variation nette des espèces et quasi-espèces ²⁾	40	210
Espèces et quasi-espèces au début de la période	1 921	897
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	1 961 \$	1 107 \$
Composition :		
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	1 961 \$	1 361 \$
Chèques et autres effets en circulation, montant net ²⁾	–	(254)
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	1 961 \$	1 107 \$
Décaissements effectués pour :		
Intérêts	1 792 \$	1 778 \$
Impôts sur le revenu	239 \$	162 \$

1) Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été rajustés rétroactivement conformément aux nouvelles exigences comptables de l'ICCA relatives à la distinction entre les capitaux propres et les éléments de passif (voir la note 1 à la page 19).

2) Au quatrième trimestre de l'exercice 2004, la Banque a changé prospectivement la présentation au bilan consolidé de certains types de chèques et d'autres effets en circulation. Ces effets sont inscrits à leur montant brut sous différents postes de l'actif et du passif, alors qu'ils étaient auparavant constatés à leur montant net au poste « Chèques et autres effets en circulation » sous la rubrique « Autres engagements » au bilan consolidé. Ce changement dans la méthode de présentation au bilan a fait en sorte que certains types de chèques et d'autres effets en circulation ne sont plus comptabilisés au poste des espèces et quasi-espèces. Cette situation s'explique par l'adoption d'une nouvelle norme comptable en matière d'information financière publiée par l'ICCA. Cette nouvelle norme élimine la pratique, qui était en vigueur dans le secteur, à titre de source à consulter en matière de principes comptables généralement reconnus.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (*non vérifié*)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004. Les conventions comptables qui ont servi à établir les états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans la préparation des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice, sauf pour ce qui est des éléments traités dans la note 1. Certains chiffres correspondants ont été reclassés conformément à la présentation de la période écoulée.

1. Nouvelles conventions comptables

Passif et capitaux propres

Le 1^{er} novembre 2004, conformément aux exigences, la Banque a adopté, de manière rétroactive et avec retraitement des chiffres des périodes antérieures, une nouvelle prise de position publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») qui vise à modifier la comptabilisation de certains instruments financiers qui présentent à la fois des caractéristiques d'un élément de passif et d'un élément de capitaux propres. Selon cette prise de position, certains de ces instruments pouvant être réglés au moyen d'un nombre variable d'instruments de capitaux propres de l'émetteur, au choix de ce dernier, doivent être présentés à titre d'élément de passif plutôt que de capitaux propres.

L'adoption de cette nouvelle prise de position a affecté les titres fiduciaires de la Banque Scotia d'une valeur de 2 milliards de dollars émis par Fiducie de Capital Scotia et Fiducie de Capital Banque Scotia et les actions privilégiées d'une valeur de 250 millions de dollars émises par Société de placement hypothécaire Scotia. Ces instruments ont été reclassés, passant respectivement des postes « Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales » et « Avoir des actionnaires » au poste « Passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres ». Par conséquent, pour le trimestre, ces instruments se sont traduits par des décaissements de 37 millions de dollars qui

ont été comptabilisés à titre de frais d'intérêts. Si l'on ne tenait pas compte de ce changement de convention comptable, la Société aurait inscrit 33 millions de dollars au poste « Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales » et 2 millions de dollars au poste « Dividendes versés sur les actions privilégiées » (réduction faite d'une provision pour impôts sur le revenu de 2 millions de dollars). Les montants correspondants retraités sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Par ailleurs, le 1^{er} novembre 2004, aux termes d'une nouvelle prise de position comptable canadienne relativement aux entités à détenteurs de droits variables (EDDV), des titres fiduciaires de la Banque Scotia d'une valeur de 1,5 milliard de dollars ont été reclassés au passif-dépôts dans le bilan consolidé (voir la section intitulée « Titres fiduciaires de la Banque Scotia » à la page 20).

Dans tous les cas, le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires et le revenu par action n'ont subi aucun changement. De plus, les coefficients de capital réglementaire de la Banque n'ont pas été touchés, puisque les instruments innovateurs du capital de catégorie 1 de la Banque continuent de faire partie du capital de catégorie 1 admissible à des fins réglementaires.

Le tableau suivant résume les retraitements que la nouvelle prise de position comptable en matière de passif et de capitaux propres a rendu nécessaires :

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2004 et pour le trimestre terminé à cette date			Au 31 janvier 2004 et pour le trimestre terminé à cette date		
	Présenté	Modification	Retraité	Présenté	Modification	Retraité
Bilan consolidé						
Passif						
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 280 \$	(2 000)\$	280 \$	2 316 \$	(2 000)\$	316 \$
Passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres	2 615	2 250	4 865	2 664	2 250	4 914
Capitaux propres						
Capital-actions – Actions privilégiées	550	(250)	300	550	(250)	300
État consolidé des revenus						
Frais d'intérêts	1 632 \$	38 \$	1 670 \$	1 602 \$	52 \$	1 654 \$
Provision pour impôts sur le revenu	166	(1)	165	183	(2)	181
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	47	(34)	13	57	(34)	23
Revenu net	708	(3)	705	704	(16)	688
Dividendes versés sur les actions privilégiées	7	(3)	4	20	(16)	4
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	701	–	701	684	–	684

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

Le 1^{er} novembre 2004, la Banque a adopté une nouvelle note d'orientation concernant la comptabilité publiée par l'ICCA qui exige la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) par leur principal bénéficiaire. Une entité est une EDDV lorsqu'elle remplit volontairement l'une ou l'autre des deux conditions suivantes, ou les deux : a) le montant total des investissements en instruments de capitaux propres à risque n'est pas suffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités sans un soutien financier subordonné additionnel fourni par des tiers; et b) collectivement, les détenteurs des investissements en instruments de capitaux propres à risque ne réunissent pas les caractéristiques essentielles d'une participation financière conférant le contrôle. La note d'orientation relative aux EDDV ne s'applique pas à certaines entités qui sont exclues de son champ d'application. Le principal bénéficiaire est l'entreprise qui assume la majeure partie des pertes prévues et (ou) qui bénéficie de la majeure partie des rendements résiduels prévus de l'EDDV.

Voici un résumé, par catégorie d'EDDV, de l'incidence de la nouvelle note d'orientation sur les états financiers. Les délibérations des normaliseurs comptables se poursuivent quant aux questions suscitées par cette note d'orientation. Au fur et à mesure que ces questions seront traitées et que des modifications seront apportées aux indications sur la comptabilisation, l'incidence de cette nouvelle note d'orientation, dont il est question ci-après, peut aussi changer pour les trimestres à venir.

Instruments de titrisation

La Banque administre trois programmes canalisateurs de fonds multicédants de papier commercial. Ces programmes font appel à l'achat d'actifs à des tiers, par des fonds multicédants, au moyen de l'émission de papier commercial adossé à des crédits mobiliers. La Banque ne détient aucun droit sur ces actifs, mais elle gère, contre rémunération, le programme de vente de papier commercial. De plus, dans certains cas, elle agit à titre de contrepartie aux contrats sur instruments dérivés de ces fonds multicédants et leur fournit une partie importante des liquidités de dernier recours et des facilités d'amélioration partielle du crédit. La Banque a convenu qu'elle était le principal bénéficiaire de ces fonds multicédants et ceux-ci sont reflétés dans les états financiers consolidés. À l'adoption de la nouvelle note d'orientation, les valeurs détenues aux fins de placement, les prêts aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit et les autres engagements inscrits au bilan consolidé ont augmenté respectivement de 5 milliards de dollars, de 3 milliards de dollars et de 8 milliards de dollars. Pour le trimestre à l'étude, les revenus d'intérêts et les frais d'intérêts ont augmenté respectivement de 50 millions de dollars et de 48 millions de dollars, tandis que les autres revenus ont diminué de 2 millions de dollars. Ce changement de convention comptable n'a eu aucune incidence sur le revenu net ni sur le revenu par action. La Banque continue de suivre de près l'évolution des indications sur la comptabilisation et d'évaluer les différentes options de restructuration. En cas de restructuration ou si les directives d'interprétation sont modifiées, la Banque

pourrait ne plus être le principal bénéficiaire et serait alors tenue de déconsolider ces fonds multicédants.

Titres fiduciaires de la Banque Scotia

La Banque a émis pour 1,5 milliard de dollars de capital de catégorie 1 novateur aux termes de la structure de Fiducie de Capital Banque Scotia. Cette structure est considérée comme une EDDV mais la Banque n'en est pas le principal bénéficiaire. Par conséquent, elle a déconsolidé cette structure et a inscrit 1,5 milliard de dollars en passif-dépôts d'entreprises et d'administrations publiques dans le bilan consolidé. Ces instruments financiers étaient auparavant inscrits au poste « Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales ». Par suite de l'adoption mentionnée précédemment des changements de conventions comptables relativement au passif et aux capitaux propres, ces instruments ont été reclassés dans le passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres pour les périodes antérieures. Pour le trimestre à l'étude, des décaissements de 24 millions de dollars ont été comptabilisés pour cette structure dans les frais d'intérêts. Au cours des périodes antérieures, ces décaissements étaient constatés au poste « Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales ». À la suite des changements apportés à la comptabilisation du passif et des capitaux propres dont il a déjà été question, ces décaissements ont été reclassés dans les frais d'intérêts. Dans l'ensemble, il n'y a eu aucune variation du revenu net ni du revenu par action.

Autres

La Banque participe à d'autres entités ou à d'autres structures, entre autres des instruments de placement, des titres de créance assortis d'une garantie et des baux synthétiques, qui totalisent 8 milliards de dollars. Bien que la Banque soit le principal bénéficiaire de quelques-unes de ces structures et qu'elle les ait consolidées, l'augmentation de l'actif et du passif a été négligeable.

2. Changements de conventions comptables futurs

Instruments financiers – Constatation et mesure

L'ICCA a publié trois nouvelles normes : Instruments financiers – Constatation et mesure, Couvertures et le Résultat étendu. Ces normes qui s'appliqueront aux états financiers de la Banque à compter du 1^{er} novembre 2006 comportent les exigences ci-après.

Instruments financiers – Constatation et mesure

Tous les actifs et les passifs financiers seront comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé, à l'exception des éléments suivants qui seront comptabilisés selon la méthode de l'amortissement du coût : prêts et créances, titres destinés à être détenus jusqu'à l'échéance et passifs financiers non détenus aux fins de négociation. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les actifs et les passifs financiers qui sont détenus aux fins de négociation seront inscrits à l'état consolidé des revenus. Les gains et les pertes non réalisés sur les passifs financiers destinés à la vente seront inscrits dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à leur réalisation, après quoi ils seront inscrits à l'état

consolidé des revenus. Tous les dérivés, y compris les dérivés intégrés devant être comptabilisés séparément, seront inscrits à la juste valeur au bilan consolidé.

Couvertures

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, la composante de l'actif ou du passif sous-jacent faisant l'objet de la couverture ainsi que le dérivé détenu aux fins de couverture seront comptabilisés à la juste valeur et les variations de la juste valeur seront inscrites à l'état consolidé des revenus. Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur d'un dérivé sera inscrite dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif ou le passif couvert influe sur l'état consolidé des revenus et, à ce moment-là, la variation de la juste valeur connexe sera également inscrite à l'état consolidé des revenus. Lorsqu'une couverture présente une inefficacité, celle-ci sera constatée dans l'état consolidé des revenus.

Résultat étendu

Les gains et pertes sur des actifs financiers qui seront destinés à la vente, les gains ou pertes de change non réalisés découlant des activités d'établissements étrangers autonomes et les variations de la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie seront inscrits dans un état des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce qu'ils soient constatés à l'état consolidé des revenus. Les autres éléments du résultat étendu feront partie des capitaux propres.

L'incidence de la mise en œuvre de ces nouvelles normes ne peut pas encore être déterminée car elle dépend des positions non réglées et des stratégies de couverture de la Banque ainsi que de la volatilité des marchés au moment de la transition.

3. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée et commerciale ainsi qu'aux grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois grandes unités d'exploitation, à savoir : Réseau canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats de ces unités d'exploitation sont présentés dans les tableaux des pages 9 à 12 sur le revenu par secteur d'activité.

4. Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Au cours du premier trimestre, la Banque a lancé une nouvelle offre publique de rachat en vue de racheter jusqu'à 50 millions de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 5 % des actions en ordinaires en circulation de la Banque. L'offre se terminera le 5 janvier 2006 ou à la date à laquelle la Banque aura acquis les actions pour le montant visé. Au cours du trimestre, la Banque a racheté 12,7 millions d'actions ordinaires au prix moyen de 39,80 \$ l'action.

5. Cession de prêts par titrisation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation au moyen de la création de titres hypothécaires. Le gain net à la cession de prêts hypothécaires résultant de ces titrisations est constaté au titre des « Revenus de titrisation » dans l'état consolidé des revenus. Aucune créance irrécouvrable n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Le tableau qui suit présente les cessions réalisées par la Banque :

(en millions de dollars)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Produit net en espèces	589¹⁾ \$	779 \$	967 \$
Droits conservés	14	24	27
Engagement de service retenu	(4)	(5)	(7)
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés	599	798	987
	588	783	975
Gain net à la cession	11 \$	15 \$	12 \$

1) Ne comprend pas des prêts hypothécaires assurés de 525 millions de dollars qui ont été titrisés au cours du trimestre et conservés par la Banque. Ces actifs sont classés à titre de valeurs détenues à des fins de placement.

6. Provision pour créances irrécouvrables

Le tableau qui suit résume la variation de la provision pour créances irrécouvrables :

(en millions de dollars)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Solde au début de la période	2 704 \$	3 256 \$	3 580 \$
Présentées avec les valeurs mobilières	–	–	(363) ¹⁾
Radiations	(149)	(548)	(177)
Recouvrements	36	39	40
Provision pour pertes sur créances	74	40	170
Autres, y compris le redressement de change	(15)	(83)	20
Solde à la fin de la période ^{2) 3)}	2 650 \$	2 704 \$	3 270 \$

1) Depuis le 1^{er} novembre 2003, la provision pour risque-pays liée aux valeurs détenues à des fins de placement n'est plus constatée dans la provision pour créances irrécouvrables, mais elle continue d'être déduite des valeurs détenues à des fins de placement.

2) Au 31 janvier 2005, un montant de 9 \$ (8 \$ au 31 octobre 2004; 13 \$ au 31 janvier 2004) était inscrit au poste « Autres engagements ».

3) Au 31 janvier 2005, la provision générale pour créances irrécouvrables était de 1 375 \$ (1 375 \$ au 31 octobre 2004; 1 475 \$ au 31 janvier 2004).

7. Passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres

Le tableau suivant fournit les détails du passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres :

	Au		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004 ¹⁾	31 janvier 2004 ¹⁾
Débentures subordonnées	2 625 \$	2 615 \$	2 664 \$
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de placement hypothécaire Scotia	250	250	250
Titres fiduciaires de la Banque Scotia – Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	500	500	500
Titres fiduciaires de la Banque Scotia – Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia ²⁾	–	750	750
Titres fiduciaires de la Banque Scotia – Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia ²⁾	–	750	750
	3 375 \$	4 865 \$	4 914 \$

1) Les montants ont été retraités rétroactivement conformément à la nouvelle prise de position comptable sur le passif et les capitaux propres (se reporter à la note 1 de la page 19). De plus, les caractéristiques de ces instruments de capitaux propres sont décrites à la note 13 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2004.

2) Le 1^{er} novembre 2004, ces titres ont été reclasés au poste « Dépôts » à la suite de l'adoption d'une nouvelle prise de position comptable sur les EDDV (se reporter à la note 1 de la page 19).

8. Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs comprennent les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi et les absences et congés rémunérés. Le tableau suivant résume les charges liées aux principaux régimes de la Banque¹⁾.

(en millions de dollars)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Charges au titre des prestations			
Régimes de retraite	21 \$	21 \$	22 \$
Autres régimes	15	26	26
	36 \$	47 \$	48 \$

1) D'autres petits régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés suffisamment importants pour qu'il en soit tenu compte dans la présente note.

Service de dépôt direct

Les porteurs d'actions qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes au comptant sans avoir à acquitter les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les actionnaires titulaires de débentures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2005

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
4 janvier	27 janvier
5 avril	27 avril
5 juillet	27 juillet
4 octobre	27 octobre

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre de porteur d'actions, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez également visiter notre site Web : www.banquescotia.com.

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le mardi 1^{er} mars 2005 à compter de 13 h HNE. Les parties intéressées peuvent également participer à la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1 800 814-4859 (numéro sans frais), 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur la page « Relations avec les investisseurs » du site www.banquescotia.com. La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse investor.relations@scotiabank.com.

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 1^{er} mars au 15 mars 2005, au numéro de téléphone (416) 640-1917, code 21111191, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

Renseignements

Investisseurs :

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-5982
Télécopieur : (416) 866-7867
Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Médias :

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au service Relations publiques, Affaires de la société et Affaires gouvernementales à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : (416) 866-3925
Télécopieur : (416) 866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.com

Actionnaires :

Pour obtenir des renseignements sur une nouvelle participation, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 9^e étage
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
Téléphone : 1 877 982-8767
Télécopieur : 1 888 453-0330
Courriel : service@computershare.com

Coagent de transfert (États-Unis)
Computershare Trust Company Inc.
350 Indiana Street
Golden, Colorado 80401
U.S.A.
Téléphone : 1 800 962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza, 44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-4790
Télécopieur : (416) 866-4048
Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.



MC Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.



Le manufacturier de papier adopte le programme Sustainable Forestry Initiative® (SFI™) pour son exploitation forestière. SFI™ est une norme rigoureuse de principes environnementaux, d'objectifs et de mesures de performances qui comprend l'exploitation et le développement forestier conjointement avec la protection de la faune, des plantes, du sol et de la qualité de l'eau, en plus de plusieurs autres objectifs de conservation. www.aboutsfi.org

Le logo SFI et SFI™ sont des marques de commerce de American Forest & Paper Association. Sustainable Forestry Initiative® est une marque déposée de American Forest & Paper Association.

